

Reprise sociale et... reprise des embouteillages

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4880 - Lundi 16 septembre 2019 - Prix : 10 DA

Mauvaises conditions de vie à Béjaïa

Plusieurs axes routiers coupés par des citoyens

Page 24

Après l'attaque des deux installations pétrolières par des drones yéménites

La production de pétrole de l'Arabie réduite de 50%

Page 3

L'improbable revendication turque en Syrie

Par Mohamed Habili

Aujourd'hui a lieu à Ankara le 5e Sommet des présidents Erdogan, Poutine et Rohani, partenaires du processus d'Astana, pour discuter des derniers développements en Syrie, et plus particulièrement de la situation prévalant pour l'heure à Idleb. Les trois hommes profiteront sans doute de l'occasion pour aborder en tête-à-tête leurs relations bilatérales, que leurs divergences concernant la crise syrienne n'ont pas empêché de se renforcer ces dernières années. Idleb est le dernier bastion de la rébellion armée. Elle est tenue par Hayat Tahrir al-Cham, un groupe figurant sur la liste des organisations terroristes de tous les pays, y compris sur celle de la Turquie, qui cependant s'est toujours montrée fort accommodante avec lui. Idleb est une ville encerclée par l'armée syrienne et ses alliés, qui n'attendent que le bon moment pour y entrer. Si cela n'est pas encore fait d'ailleurs, c'est principalement en raison de l'opposition de la Turquie, qui invoque une nouvelle vague de réfugiés dans sa direction qu'elle serait le cas échéant dans l'incapacité de supporter, elle qui déjà abrite un nombre de Syriens qui selon elle serait de l'ordre des trois millions. L'argument serait souverain si elle-même avait exécuté sa part de l'accord de Sotchi, dans lequel elle s'était engagée à dépouiller l'ex-Front Nosra de son armement lourd, en échange de quoi l'armée syrienne suspendait son offensive. Or ce n'est pas là la seule ambiguïté que Damas reproche à la Turquie.

Suite en page 3

Bensalah convoque le corps électoral

Le scrutin présidentiel fixé au 12 décembre

● Autorité indépendante des élections sur pied/Mohamed Charfi élu président de l'instance



Le chef de l'Etat Abdelkader Bensalah a prononcé hier un important discours à la nation, clôturant une journée riche en événements, notamment la signature de la loi organique relative à l'Autorité nationale indépendante des élections et la loi organique relative au régime électoral, la mise en place de la même Autorité ainsi que l'élection de son président, le tout couronné par la convocation du corps électoral. Lire page 2

En tant que levier de l'économie nationale

Start-up : le rôle pivot des jeunes entrepreneurs souligné

Page 4

Opéra d'Alger

Un grand hommage sera rendu à Cheikh El Hasnaoui

Page 13

Bensalah convoque le corps électoral

Le scrutin présidentiel fixé au 12 décembre

■ Le chef de l'Etat Abdelkader Bensalah a prononcé hier un important discours à la nation, clôturant une journée riche en événements, notamment la signature de la loi organique relative à l'Autorité nationale indépendante des élections et la loi organique relative au régime électoral, la mise en place de la même Autorité ainsi que l'élection de son président, le tout couronné par la convocation du corps électoral.

Par Nassim S.

Dans son discours à la nation, M. Bensalah a indiqué avoir fixé la date de l'élection présidentielle au jeudi 12 décembre 2019 et ce dans le cadre de ses prérogatives constitutionnelles, ajoutant avoir procédé, ce dimanche, à la signature du décret présidentiel portant convocation le corps électoral. Il a, à cette occasion, exhorté les citoyens «à la mobilisation pour faire de ce rendez-vous le point de départ du processus de renouveau de notre Nation, et à œuvrer, massivement et fortement, à la réussite de cette échéance électorale, qui permettra à notre peuple d'élire un nouveau Président qui aura toute la légitimité pour présider aux destinées de notre pays et concrétiser les aspirations de notre peuple». «De par son importance, cette élection constituera une occasion sans précédent pour instaurer la confiance dans le pays, et ouvrira, par la même, la voie à notre peuple vers un horizon prometteur en matière de consolidation de la pratique démocratique», a-t-il ajouté. L'élection présidentielle est «la seule et unique solution démocratique viable».

Le chef de l'Etat a appelé les citoyennes et citoyens à contri-



buer, le 12 décembre prochain, «à l'écriture de l'histoire de leur pays et au choix de leur nouveau président afin de tracer ainsi l'avenir radieux de leur pays, celui dont rêvaient leurs aïeux et pères et rêvent, aujourd'hui, nos enfants». Il a, également, indiqué avoir procédé à la signature de la loi organique relative à l'Autorité nationale indépendante des élections et la loi organique relative au régime électo-

ral, «conformément aux dispositions de la Constitution et après que le Conseil constitutionnel m'ait notifié son avis en la matière», a-t-il ajouté. «Ces deux textes ont introduit des changements capitaux et inédits, qui ont touché à l'essence même de la doctrine suivie jusque-là dans notre pays en matière d'élections», a-t-il expliqué. Pour Bensalah, ces changements apportent «une réponse claire et

sans équivoque aux sceptiques et viennent, en même temps, traduire les attentes légitimes de notre peuple en lui permettant de choisir, en toute souveraineté, liberté et transparence, la personnalité à qui il souhaite confier la conduite du changement et la satisfaction du reste des revendications populaires». «Ils viennent, également, confirmer la détermination de l'Etat à aller de l'avant dans la concrétisation

méthodique du changement, auquel vous appelez de tous vos vœux, par l'assainissement de l'encadrement de l'Etat, la lutte contre la corruption et l'impunité, le recouvrement de la normalité institutionnelle à travers des élections entourées de toutes les garanties de probité», a-t-il dit. Le chef de l'Etat a affirmé que «ces acquis et avancées n'auraient pu être réalisés sans une totale et étroite coordination entre les différentes institutions de l'Etat», tout en réitérant ses «sentiments de considération et de reconnaissance aux éléments de l'Armée nationale populaire, et en particulier à son Haut Commandement, pour ses efforts soutenus et dévoués afin de préserver la voie constitutionnelle et pour son engagement dans l'accompagnement de notre peuple sur la voie du changement, en privilégiant la voie du dialogue et en insistant sur la présidentielle en tant qu'objectif stratégique». Il a, par ailleurs, affirmé que l'organisation de l'élection présidentielle est «la seule et unique solution démocratique viable», tout en réitérant son engagement à réunir «toutes les conditions adéquates à l'organisation d'un scrutin présidentiel présentant toutes les garanties de transparence, de régularité et de probité». **N. S./APS**

Autorité indépendante des élections sur pied

Mohamed Charfi élu président de l'Instance

L'ancien ministre de la Justice, Mohamed Charfi, a été élu hier, président de l'Autorité indépendante des élections installée officiellement à Alger, après le vote par les deux chambres du Parlement du projet de loi portant création de cette structure. Lors d'une réunion de l'instance nationale de dialogue et de médiation hier, présidée par son coordonnateur Karim Younés à l'hôtel El Djazaïr, il a été procédé à la désignation des membres de l'autorité indépendante chargée de l'organisation et de la surveillance des élections, composée de 50 personnalités, dont des magistrats, des enseignants en droit et des acteurs de la société civile. Lors d'une réunion de cette instance, M. Charfi, seul candidat au poste de président, a été désigné à main levée par les membres de cette autorité.

Mohamed Charfi a occupé le poste de ministre de la Justice, garde des Sceaux, à deux reprises en 2002 puis en 2012. Il a occupé, auparavant, plusieurs hautes fonctions dont celle de magistrat, juge d'instruction puis procureur général au niveau de différentes cours (1972-1989), secrétaire général au ministère de la Justice (1989-1991), conseiller à la Cour suprême. Dans une déclaration suite à sa désignation à la tête de cette Autorité nationale, M. Charfi a évoqué les difficultés auxquelles fera face cette instance qui «œuvrera pour rendre la parole au peuple afin de décider de son avenir et parachever l'édification de l'Etat». Il a assuré, à ce titre, que la priorité de l'instance sera de concrétiser la revendication principale du peuple, celle de choisir



librement celui qui le représentera au plus haut sommet de l'Etat. Pour réussir le vote, Mohamed Charfi a appelé les Algériens à s'impliquer dans la surveillance des urnes pendant le processus électoral, soulignant que leur présence dans les bureaux de vote facilitera le travail de l'Autorité, qui s'efforce de redonner la parole à la population et de préserver ses choix. Lors d'une conférence de presse, Charfi est revenu sur sa démission de l'ancien gouvernement, en expliquant que le motif en était le cas de Chakib Khellil, après la délivrance d'un mandat d'arrêt international à son encontre dans l'affaire «Sonatrach II». Il a rappelé qu'il avait publié une lettre dans laquelle il

déclarait ouvertement qu'il n'accepterait aucun nouveau poste de la part de l'ancien chef de l'Etat, déclarant: «Je ne suis pas coupable du gang et j'ai publié ma lettre contre le gang avant le quatrième mandat». Après son installation à la tête de l'autorité des élections, Mohamed Charfi a été reçu par le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah.

Principales missions de l'Autorité nationale indépendante des élections

L'Autorité nationale indépendante des élections, que préside Mohamed Charfi, est une instance permanente, indépen-

dante et impartiale, jouissant du statut de personne morale et de l'indépendance administrative et financière.

Cette autorité, composée de 50 membres, a pour missions de concrétiser et approfondir la démocratie constitutionnelle et promouvoir le régime électoral conduisant à l'alternance pacifique et démocratique au pouvoir. L'Instance dont le siège se situera à Alger avec des antennes au niveau local et auprès de la communauté nationale à l'étranger, veillera «à la préparation, à l'organisation, à la gestion, à la supervision et à la surveillance des élections». En matière de surveillance des élections, elle veille à garantir la transparence et la régularité du scrutin lors des étapes de sa préparation et de son organisation.

L'Autorité sera composée, au niveau central, d'un président, d'un bureau et d'un conseil et disposera, au niveau local, de délégations de wilaya. Elle recourra à des délégués au niveau des communes et des représentations diplomatiques et consulaires. Elle disposera de son propre budget de fonctionnement. La nomenclature des dépenses et les termes et modalités d'application seront fixés conformément à la législation, pour peu que ses comptes et bilans financiers soient contrôlés par la Cour des comptes. L'Instance peut enclencher toutes les procédures en cas d'atteinte ou menace portée au déroulement normal des opérations électorales, en vue de garantir la conformité de ces opérations aux textes législatifs et organisationnels en vigueur.

Louiza Ait Ramdane

Rentrée scolaire, rentrée universitaire...

Reprise sociale et... reprise des embouteillages

■ Les embouteillages font leur réapparition. En effet, la reprise scolaire, sociale et universitaire rime avec le calvaire des bouchons sur les routes de la capitale, ce qui empoisonne la vie des citoyens.

Par Thinhinene Khouchi

Alger, les embouteillages ont pris des proportions alarmantes. Avec la reprise scolaire, sociale et universitaire, les bouchons monstres font leur grand retour aussi. Chaque jour, en voiture ou en bus, durant les heures de pointe, ou aux autres moments de la journée, la capitale est bloquée, les voitures en files avancent à peine. La queue est longue à n'importe quelle heure. C'est pratiquement le même décor chaque jour depuis le début la rentrée scolaire le 4 septembre. De l'avis commun des citoyens et automobilistes, ces interminables bouchons leur empoisonnent la vie. Depuis des années, une sortie en voiture à Alger rime avec le calvaire des embouteillages sur les différents axes routiers. On ne parlera jamais assez des déboires que subissent les citoyens quotidiennement, les automobilistes algérois ou les chauffeurs de bus en commun, ou même les conducteurs des transports universitaires pour arriver à destination en temps raisonnable. De nombreux bouchons routiers, notamment durant les heures de pointe, moments qui ne sont d'ailleurs guère différents des autres, bloquent la circulation et empoisonnent la vie des Algérois. Un jeune rencontré à Alger-Centre et qui s'appropriait à prendre le bus pour rentrer chez lui, à Zeralda, nous confie qu'il n'ose plus prendre sa voiture de peur d'avoir à subir les embouteillages, mais prendre le bus n'est pas le meilleur choix. Et avec les premières gouttes de



PHD.R.

pluie les routes sont bloquées et il est très difficile de se déplacer. Les travaux de réhabilitation du vieux bâti qui ont débuté à Alger il y a plus de deux ans ne font qu'empirer les choses, avons-nous constaté. «Alger est devenu synonyme d'embouteillages chez la majorité de ceux qui l'ont visité», nous confie un autre jeune qui habite Alger-Centre, ajoutant : «Parfois, je préfère marcher que de prendre la voiture ou le bus. Car au lieu de faire 10 minutes à pied, avec l'embouteillage, en bus ou en voiture, je dois attendre des heures pour arriver à destination. C'est vraiment grave et ça empire avec le temps». Ni les éléments de la Gendarmerie nationale ni ceux de la police présents «en force»

n'arrivent à remédier à ce problème. Il se trouve qu'ils sont complètement dépassés par les nombre «impressionnant» de véhicules qui existent à Alger (transport en commun, taxis, voitures, transport universitaire...). Pour Halim, qui n'a pas la chance de posséder un véhicule et emprunte quotidiennement le bus de la station Tafourah, «les embouteillages sont catastrophiques. C'est très dur», clame-t-il. «Pour un trajet de 15 minutes maximum, je vais passer plus d'une demi-heure pour arriver à El Kettani seulement. Pour atteindre Staoueli, je devrais subir plus de trois heures de route, si ce n'est pas plus», déplore-t-il. Une mère de famille qui habite Réghaia et travaille à

Alger-Centre doit chaque jour passer plus de trois heures pour rentrer chez elle ou aller travailler. «Je quitte le bureau à 15 heures, mais je peux faire plus de deux heures sur la route. Vraiment, c'est une situation anormale, c'est le même calvaire durant toute l'année», dira cette mère de famille. Toujours au niveau de la même station, en quête d'un bus pour rentrer chez lui à Chéraga, Ali dira : «Ce n'est pas facile de se déplacer en ce moment, surtout nous qui sommes âgés. Nous restons debout tout le long du trajet qui peut durer plus de deux heures». Et d'ajouter : «Nous prions pour que cette situation s'arrange».

T. K.

Après l'attaque des deux installations pétrolières par des drones yéménites La production de pétrole de l'Arabie réduite de 50%

La production de pétrole de l'Arabie saoudite, le plus gros exportateur mondial d'or noir, est temporairement réduite de moitié après l'attaque de drones survenue avant-hier sur deux installations pétrolières du géant saoudien Aramco qui préparait son introduction en Bourse, selon son nouveau P-DG, Amin Nasser. Cette troisième attaque de drones en cinq mois contre des infrastructures du mastodonte pétrolier saoudien, a conduit à «la suspension provisoire de la production» sur les deux sites touchés, ce qui représente environ 50% de la production totale d'Aramco, selon le ministère saoudien de l'Énergie. L'attaque «a provoqué la suspension provisoire de la production sur les sites d'Abqaiq et Khurais», a ainsi déclaré le ministre saoudien de l'Énergie, le prince Abdulaziz ben Salmane, dans un communi-

qué publié par l'agence de presse Saudi Press Agency. Ces installations temporairement mises à l'arrêt produisent en temps normal 5,7 millions de barils par jour, soit environ 5% de la production mondiale de brut quotidienne. Suite à cette deuxième attaque majeure contre Aramco en près d'un mois, revendiquée par les rebelles yéménites, le prince héritier d'Arabie saoudite Mohammed ben Salmane a affirmé que son pays avait «la volonté et la capacité de faire face et répondre à cette agression terroriste», au cours d'un entretien téléphonique avec le président américain Donald Trump.

Face à l'ampleur des dégâts, Aramco puise dans ses stocks

Notons que les agissements contre les deux installations

pétrolières d'Aramco, géant pétrolier dont son nouveau P-DG Amin Nasser annonçait «pour bientôt» son introduction en Bourse, sont survenues avant-hier, très tôt dans la matinée. «A 04h00 (01h00 GMT), les équipes de sécurité industrielle d'Aramco sont intervenues sur des incendies dans deux de ses installations à Abqaiq et à Khurais, dans l'est de l'Arabie saoudite», avait rapporté l'agence de presse officielle saoudienne (SPA), citant le ministère de l'Intérieur et précisant que «les deux incendies avaient été maîtrisés». «Une enquête a été ouverte et les autorités ont renforcé la sécurité autour des deux sites visés, empêchant les journalistes de s'approcher. L'attaque n'a fait aucun blessé», a déclaré le porte-parole du ministère, Mansour al-Turki.

Solidaire, l'Algérie condamne et appelle «faire prévaloir la sagesse et le dialogue»

Par ailleurs, à l'instar de plusieurs pays tels que les Emirats arabes, l'Égypte, l'Algérie a condamné avec force les attaques contre les installations pétrolières dans l'est du Royaume d'Arabie saoudite, exprimant son indignation face à toute atteinte aux ressources de ce pays frère. «Nous condamnons avec force les attaques ayant ciblé, le samedi 14 septembre 2019, des installations pétrolières à Abqaiq et à Khurais dans l'est du Royaume d'Arabie saoudite et exprimons notre indignation face à toute atteinte aux ressources de ce pays frère», a déclaré le porte-parole du ministè-

LA QUESTION DU JOUR

L'improbable revendication turque en Syrie

Suite de la page une

Encore qu'ambiguïté ne soit probablement pas le mot qu'il faut pour désigner le jeu trouble de la Turquie, qui d'un côté discute avec les alliés de Damas du sort d'Idleb, et de l'autre négocie avec les Etats-Unis pour s'assurer d'une zone de sécurité, sa principale revendication en Syrie, à l'est de l'Euphrate. La Turquie est de tous les Etats impliqués dans le conflit syrien celui qui a le plus fait pour faire tomber le régime syrien. Si elle n'a pu obtenir ce renversement, elle n'a pas pour autant abandonné son projet de prendre un morceau de la Syrie pour un temps indéterminé, c'est-à-dire pour toujours. Elle a appelé cette annexion la zone de sécurité, dont elle aurait besoin pour tenir loin de ses frontières les forces kurdes. Et c'est des Américains, présents militairement dans cette région de la Syrie, la plus riche en ressources naturelles, qu'elle entend obtenir ce morceau de Syrie, en forme de bande courant le long de sa frontière et d'une profondeur qui serait comprise entre 30 et 40 kilomètres. Si aujourd'hui Erdogan discute d'Idleb avec les alliés de Damas, demain, en marge de la prochaine Assemblée générale de l'ONU, il abordera avec le président américain, l'allié des Kurdes, la question de la zone de sécurité, si contraire aux intérêts des Kurdes. Les Américains, qui dans un premier temps avaient accepté d'organiser des patrouilles conjointes à la frontière, ont depuis clairement fait savoir qu'ils n'envisageaient pas de renforcer leur présence militaire en Syrie, que leur intention constante était au contraire de la diminuer. Il faut peut-être se nommer Erdogan pour croire que les Etats-Unis sont prêts à lui donner un territoire qui ne leur appartient pas. Un territoire où la Turquie déplacerait les réfugiés syriens se trouvant chez elle, pour entre autres leur bâtir des villes, ce qui trahit clairement son projet colonisateur.

M. H.

ère des Affaires étrangères, Abdelaziz Benali Cherif. Affichant la solidarité de l'Algérie avec le Royaume d'Arabie saoudite et son peuple frère, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a réitéré l'appel de l'Algérie à «éviter l'escalade» et à «faire prévaloir la sagesse et le dialogue». Quant à l'émissaire de l'ONU pour le Yémen, Martin Griffiths, il s'est dit «extrêmement inquiet» après l'attaque de drones lancée samedi par les éléments armés du mouvement des Houthis, appelé aussi «Ansarullah», sur deux installations pétrolières du groupe Aramco.

Lynda Naili

En tant que levier de l'économie nationale

Start-up : le rôle pivot des jeunes entrepreneurs souligné

■ La Conférence nationale sur les start-up en Algérie a été l'occasion pour les participants de souligner le rôle pivot que peuvent jouer les jeunes entrepreneurs porteurs de projets dans le développement de l'économie nationale, d'où les nombreuses mesures prises pour les accompagner et encourager leurs investissements.

Par Amel T.

Dans ce contexte, le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a indiqué que l'élargissement de la sphère d'utilisation des nouvelles technologies et du numérique est un facteur déterminant dans la transformation économique, affirmant que «l'Algérie ne peut rester en marge de cette transformation». Il a expliqué que certaines initiatives de start-up de jeunes ont amené le gouvernement à engager une démarche d'encadrement à travers la loi relative au commerce électronique, adoptée en mai 2018, et la loi relative à la protection des données, adoptée en

juin de la même année. Dans le même sillage, M. Djellab a rappelé la participation notable de jeunes Algériens au Salon international des start-up en France, où ils ont honoré l'Algérie à travers leurs projets innovants. «Suite à cette expérience réussie qui a permis à l'Algérie de compter parmi les pays importants dans ce genre de manifestations internationales, nous avons engagé une réflexion sérieuse sur la manière d'intégrer cette force intelligente et de lui donner un rôle pionnier afin de contribuer à la relance de l'économie nationale», a-t-il ajouté. C'est ainsi que le Premier ministre a donné des instructions à l'effet d'accorder une grande importance aux capacités et aux compétences des jeunes dans le développement économique, a-t-il poursuivi. A ce propos, M. Djellab a expliqué que le staff gouvernemental a été instruit par le Premier ministre de prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'intégration des jeunes porteurs de projets en les plaçant au cœur de l'économie nationale à la lumière des mutations économiques.

Soulignant l'importance de cette Conférence à travers la consécration d'un climat de dialogue constructif entre les entreprises, tous secteurs confondus, et la réunion des compétences innovantes au niveau national dans les domaines des nouvelles technologies et du numérique, le ministre a estimé que cette rencontre favorise un contrat de confiance entre les start-up et les entreprises nationales. Point de



départ d'un dialogue constructif, cette conférence vise la mise en place d'une stratégie nationale prospective à long terme, garantissant à l'Algérie une place dans le concert des nations ayant réussi dans l'utilisation des nouvelles technologies et en matière d'efficacité économique. Lors de cette rencontre, plusieurs mesures prises par le gouvernement ont été évoquées, à l'instar de l'exonération des

start-up des différents impôts et taxes, le dégel des projets de jeunes notamment dans le Sud, l'octroi d'avantages aux start-up en matière de commandes publiques à travers la révision du code des marchés publics. Les travaux de cette rencontre ont été marqués par des ateliers techniques visant à vulgariser les prestations qu'offre la Caisse de garantie des crédits d'investissements, l'Agence nationale de

soutien à l'emploi des jeunes (Ansej) et le Centre national du registre de commerce (Cnrc). Au terme de ces travaux, M. Djellab a déclaré que cette rencontre «sera l'entame du processus d'intégration des start-up dans l'économie nationale», assurant qu'«en plus des mesures annoncées par le gouvernement, tous les problèmes soulevés seront examinés et résolus secteur par secteur d'activité». A. T./APS

L'Inspecteur général de la Sûreté nationale :

L'alternance aux postes contribue à l'amélioration de la performance

L'Inspecteur général de la Sûreté nationale, le contrôleur de police Benderradji Djamel, a affirmé, samedi à Bliida, que la culture de l'alternance aux postes est à même d'ouvrir de nouvelles perspectives et de contribuer à l'amélioration de la performance de ce corps constitué. Dans une allocution prononcée à l'occasion de l'installation du nouvel Inspecteur régional du Centre, Ben cheikh Fadid Zeineddine, le contrôleur de police Benderradji a indiqué que la Sûreté nationale tend, à travers ce dernier mouvement qui a touché ses cadres aux niveaux

régional et national, à «la consécration de la culture de l'alternance pour offrir les mêmes chances à toutes ses compétences professionnelles». Lors de cette cérémonie à laquelle ont assisté les autorités locales, civiles, militaires et judiciaires, le contrôleur de police Benderradji a estimé que «cette démarche contribuera, sans doute, à l'instauration d'un climat professionnel de concurrence loyale, ouvrira de nouvelles perspectives et contribuera à l'amélioration des performances des cadres, fonctionnaires, gradés et agents de police afin de constituer

une solide barrière face à la propagation du crime, sous toutes ses formes». Saluant le riche parcours professionnel du nouvel Inspecteur régional du Centre et sa contribution à l'enrichissement de la bibliothèque nationale par de nombreux ouvrages, il a rendu hommage également à l'ex-Inspecteur régional, le contrôleur de police Belaini Mustapha qui a été muté au même poste à Oran. Dans une déclaration à la presse, le nouvel Inspecteur régional du Centre s'est engagé à travailler en collaboration avec «tous les partenaires sur le terrain, afin de garantir le

bon fonctionnement de tous les services de la région Centre, qui est l'une des plus importantes du pays, avec ses 11 wilayas». Il a rappelé que parmi les missions de l'Inspection figurent «l'orientation, la formation et l'inspection au service du pays et du citoyen et la lutte contre le crime organisé, sous toutes ses formes, notamment en cette période sensible». Cette installation s'inscrit dans le cadre du dernier mouvement décidé par le chef de l'Etat Abdelkader Bensalah dans le corps de la Sûreté nationale.

Ghani Y.

CEDEAO

Une contribution financière pour lutter contre le terrorisme

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) ont décidé, samedi à Ouagadougou, de contribuer financièrement et de manière urgente aux efforts communautaires de lutte contre le terrorisme, rapportent hier des médias. La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao, réunie en session extraordinaire, a décidé de mobiliser un milliard de dollars américains, en invitant le Tchad et la Mauritanie à se joindre aux initiatives de financement de la Cedeao en vue d'actions opérationnelles conjointes, souligne le communiqué final de ce

conclave, relayé par des médias. Sur la base des décisions prises lors de cette session extraordinaire, indique le document, la Conférence instruit le Président de la Commission de la Cedeao à finaliser, dans les meilleurs délais, le Plan d'actions prioritaires 2020-2024 pour éradiquer le terrorisme dans la région, lequel servira d'outil de mobilisation des ressources financières nécessaires. Le Plan d'actions, son budget et son calendrier d'exécution finalisés doivent être soumis à la Conférence pour adoption lors de sa prochaine session ordinaire prévue le 21 décembre 2019 à Abuja, au Nigeria, ajoute

la même source. Elle a instruit, à cet effet, la Commission à organiser, une fois le Plan d'actions adopté, une rencontre avec les partenaires afin de «mobiliser les ressources additionnelles comme mesure complémentaire là où cela est nécessaire ou désirable», demandant à la Commission de la Cedeao de travailler avec l'Union africaine (UA) afin d'engager un dialogue avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international afin de les amener à considérer les dépenses effectuées au titre de la sécurité comme un investissement en faveur du développement. La Conférence a lancé, à cet égard,

un appel aux partenaires bilatéraux et multilatéraux pour accompagner, par un appui technique et financier, la mise en œuvre des décisions prises, appelant notamment les Nations unies à contribuer, par la mobilisation des ressources conséquentes, au financement de la lutte contre le terrorisme dans la région. Saluant la nouvelle initiative de partenariat pour la stabilité et la sécurité au Sahel lancé lors du Sommet du G7 tenu du 24 au 26 août à Biarritz en France, la Conférence dit attendre les modalités de mise en œuvre de cette initiative qui devrait renforcer les efforts pour la sécurité et la stabilité au Sahel. M. O.

Facteurs essentiels du développement économique

Encourager l'intelligence économique et l'efficacité managériale

■ Encourager l'intelligence économique et l'efficacité managériale des entreprises, fruit d'un système éducatif performant, constituent des facteurs essentiels du développement économique du pays, a estimé l'économiste et expert financier D' Abdelhak Lamiri.

Par Salem K.

Animant une conférence intitulée «Perspectives d'évolution de l'économie algérienne» au niveau de l'École de formation professionnelle «INSIM» à Alger, le professeur Lamiri a fait savoir qu'un pays puissant économiquement s'appuie sur la qualité de son système éducatif, (université, recherche et développement, formation des cadres), jugeant cet aspect comme principal facteur de réussite. L'économiste cite comme autre facteur, l'aspect de l'efficacité managériale de l'ensemble des institutions et entreprises. «Sans un bon management, les richesses d'un pays sont détruites», note-t-il. De plus, M. Lamiri a relevé la nécessité de la mise en place d'une «institution cerveau» permettant de coordonner l'ensemble des politiques sectorielles du pays. Pour l'économiste, trois scénarios sont à envisager pour l'économie algérienne, le premier étant la stagnation dans le cas où les décisions prises viennent dans la continuité de celles élaborées précédemment. Le deuxième scénario «moyen» consiste en le financement des infrastructures mais aussi celui du management



des institutions du pays. «Enfin, si on vise une politique d'émergence, nous devons nous focaliser sur l'investissement dans l'industrie du savoir, la modernisation de l'éducation, la R&D et une meilleure gestion économique et institutionnelle mais

également opter pour plus de décentralisation», a-t-il estimé. Pour cet expert, s'appuyer sur une institution regroupant «les meilleurs cerveaux du pays» pour mettre en place une stratégie économique sur le long terme, demeure une nécessité, estimant

que l'accumulation de plans sectoriels n'est pas efficace contrairement à un plan multisectoriel établi par des experts au profit d'une institution nationale planificatrice unifiée. Durant le début des années 2000, l'Algérie s'est attelée à financer le

développement de différentes infrastructures, logements et réseaux routiers notamment à travers des plans de relance, a rappelé l'orateur. «Sauf que les pays qui ont émergé économiquement, comme l'Inde, ont investi 80 à 90% de leurs ressources financières disponibles au profit de l'aspect micro-économique avant de songer à financer les entreprises et institutions du pays», a fait savoir le conférencier, précisant que cela a coûté plus de 900 milliards de dollars à ce pays. Par ailleurs, M. Lamiri a souligné l'intérêt pour que soient cédées certaines prérogatives politiques aux experts techniques au profit des choix stratégiques du pays. Le conférencier a également énuméré les problématiques à gérer pour le futur gouvernement telles que «l'excès de centralisation, l'organisation économique peu efficace, la faiblesse managériale et la dépendance économique aux hydrocarbures». «Cependant, il y a eu des décisions positives au cours des dernières années, quoique insuffisantes, comme le paiement de la dette, le financement d'infrastructures stratégiques et la création d'un fonds de régulation», a-t-il expliqué.

S. K.

Grande-Bretagne

Nouvelle défection d'un député conservateur opposé au Brexit

Le Premier ministre britannique conservateur, Boris Johnson, a essuyé un nouveau revers avec la défection d'un autre député de son parti, qui a rejoint un parti d'opposition opposé au Brexit. Sam Gyimah, ancien ministre des Universités, a rejoint le Parti libéral-démocrate

à l'occasion de sa conférence annuelle à Bournemouth, sur la côte sud de l'Angleterre. «Boris Johnson offre un dur choix aux députés modérés et progressistes du parti conservateur : accepter un Brexit sans accord ou quitter la vie publique», a-t-il regretté. «Je choisis de conti-

nuer à me battre pour les valeurs auxquelles j'ai toujours cru, en tant que libéral-démocrate», a-t-il affirmé. Sa défection intervient quelques jours après celle du député conservateur Phillip Lee, qui avait fait perdre à Boris Johnson sa majorité absolue au Parlement. Sam Gyimah est le

sixième député à rejoindre cette année le parti libéral-démocrate, qui compte désormais 18 sièges aux Communes, sur 650. «Il est clair que les libéraux-démocrates sont le point de rassemblement de ceux qui veulent rester dans l'UE», a réagi la dirigeante du parti, Jo Swinson. M.

Gyimah avait démissionné l'an dernier du gouvernement de Theresa May en raison de désaccords avec sa stratégie pour sortir la Grande-Bretagne de l'Union européenne. Fervent partisan d'un nouveau référendum sur le Brexit, il était très critique de Boris Johnson, qui menace de quitter l'UE le 31 octobre avec ou sans accord sur les conditions de sortie. L'ex-ministre de 43 ans, un temps considéré comme une étoile montante de son parti, s'était brièvement présenté contre M. Johnson en juin pour prendre la tête du parti.

Mahi O./APS

Partenaires commerciaux de confiance

La Corée du Sud va retirer le Japon de la liste blanche

La Corée du Sud va retirer le Japon de sa liste de partenaires commerciaux de confiance dès cette semaine, mais reste toujours ouverte à des pourparlers de dernière minute avec Tokyo, a annoncé hier le ministère sud-coréen du Commerce. Le ministère a annoncé avoir achevé presque toutes les procédures visant à retirer le Japon de sa liste pour «avoir mis en place un système de contrôle des exportations contraire aux normes internationales», selon le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Énergie. Cette décision fait suite au retrait de la Corée du Sud par le Japon de sa propre liste blanche de pays bénéficiant d'un traitement préférentiel à l'exportation le 28 août dernier. Une fois cette décision mise en œuvre, les entreprises locales qui exportent des produits stratégiques au Japon devront remettre cinq documents différents pour obtenir une approbation du ministère, soit deux de plus que les trois actuels. Le processus d'approbation prendra également environ 15 jours, ce qui sera considérablement plus long que les cinq jours actuellement en vigueur. La

Corée du Sud a également déposé mercredi une plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour interdire au Japon d'exporter du matériel industriel clé à Séoul qui a estimé que les restrictions à l'exportation imposées par le Japon et visant uniquement la Corée du Sud constituent un acte

discriminatoire à caractère politique. La décision de Tokyo est perçue comme une mesure de représailles contre un verdict prononcé par un tribunal de Séoul l'année dernière, ordonnant à des entreprises japonaises d'indemniser les victimes coréennes des travaux forcés en temps de guerre. N. T./Agences

Etats-Unis

La Fed baisse de nouveau le taux d'intérêt

LA BANQUE centrale américaine (Fed) devrait à nouveau baisser les taux d'intérêt mercredi, en guise d'assurance contre les risques de ralentissement liés aux tensions commerciales et à la perte de vitesse en Europe. Les marchés financiers sont persuadés à plus de 80%, selon l'évolution des produits à terme évaluée par CME Group, que la Fed va baisser d'un quart de point de pourcentage (0,25%) ses taux au jour le jour comme elle l'a déjà fait fin juillet pour la première fois en dix ans. «Il est quasiment certain qu'ils vont réduire les taux pour les placer entre 1,75% et 2%», a affirmé dans une note Paul Ashworth, économiste en chef pour les Etats-Unis de Capital Economics. La Fed annoncera sa décision mercredi à 18h00 GMT, à l'issue d'une réunion monétaire de deux jours. De nouvelles prévisions économiques sont attendues et Jerome Powell, le président, tiendra une conférence de presse dans la foulée. Face aux incertitudes commerciales et à la dissipation du stimulus des réductions d'impôts intervenues en 2018, «nous pensons que la Fed entend prendre un certain degré d'assurance en baissant les taux, ce qui soutient l'économie», a affirmé Kathy Bostjancic d'Oxford Economics. Cette économiste mise même sur deux autres baisses d'ampleur équivalente d'ici la fin de l'année. Par rapport à la zone euro où la croissance ne devrait pas dépasser 1,1%, selon les dernières projections de la BCE qui vient elle-même de prendre de nouvelles mesures de relance monétaire, l'expansion américaine reste relativement solide à 2% en rythme annuel au deuxième trimestre. R. E.

Khenchela

Plus de 38 000 aides à l'habitat rural depuis 2002

■ Plus de 38 000 aides à l'habitat rural ont été octroyées dans la wilaya de Khenchela depuis l'année 2002, a-t-on appris auprès du directeur local de la Caisse nationale du logement (CNL).



Ph. > D. R.

Par Nassima A.

Des dizaines de milliers de dossiers relatifs à l'acquisition de ce type de logement, avaient été étudiés durant la même période par les services de l'antenne locale de cette caisse, marquée par l'attribution de 38 205 aides en faveur des

citoyens qui remplissent les conditions nécessaires pour bénéficier du soutien de l'Etat, a précisé le même responsable. L'enveloppe financière accordée pour la wilaya dans le cadre de ces aides depuis l'année 2002 par la CNL, a atteint 26,740 milliards DA, selon le même responsable. Il a indiqué dans ce même contexte, que jusqu'au 31

décembre 2018, pas moins de 36 242 décisions d'affectations ont été réalisées par les mêmes services avec un financement global de 25,370 milliards DA. Le nombre des bénéficiaires de ces aides a atteint 32 893 personnes, soit un taux de 88% du nombre global, dans le cadre de ce programme d'habitat ayant ciblé les 21 communes de cette wilaya,

en attendant la finalisation de l'opération de construction de la première tranche des logements par les bénéficiaires pour l'octroi du reste du montant financier, a affirmé le directeur de wilaya de la CNL. La commune de Babar vient en première position en matière d'attribution des aides aux logements ruraux parmi les 1 541 localités recensées à l'échelle nationale où plus de 3 454 aides ont été distribuées durant 17 ans, a-t-il fait savoir, ajoutant que la commune d'Ain Touïla a bénéficié de son côté de 2 834 aides similaires. Le caractère géographique de la région de Khenchela et de ces zones rurales, les procédures et les mesures prises par le ministère de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville qui ont permis l'élimination de certains obstacles notamment ceux liés au problème du foncier, l'allègement des procédures de gestion des aides et du suivi de l'exécution des programmes, sont les facteurs qui ont favorisé ces dernières

années l'engouement des citoyens pour ce type d'habitat, a conclu M. Boumekouaz.

N. A./APS

M'sila Réception prochaine de quatre centres de formation professionnelle

QUATRE centres de formation professionnelle dont un spécialisé seront réceptionnés en février prochain, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Les nouvelles structures implantées dans les communes de M'sila, de Maâdid, d'Ain el Khadra et d'Ain Errich offriront plus de 2 000 postes de formation professionnelle, a indiqué la même source. Les structures à mettre en exploitation, notamment le centre de formation professionnelle d'Ain Errich situé à plus de 180 km au sud de M'sila, ouvriront leurs portes aux jeunes qui devront contribuer, chacun dans sa spécialité, au développement de cette wilaya à vocation agropastorale. Au total, 6 745 nouveaux postes de formation répartis sur 20 établissements seront offerts au titre de la prochaine rentrée professionnelle prévue fin septembre 2019.

APS

Alger Relogement de 11 familles occupant des écoles primaires à Rouiba

LES SERVICES de la wilaya d'Alger ont procédé au relogement de 11 familles occupant des logements de fonction au niveau d'écoles primaires à H'raoua et Rouiba à la circonscription administrative de Rouiba, indique un communiqué de ces services. Dans le cadre du parachèvement de la première phase de la 25^e opération de relogement, 11 familles qui occupaient des logements de fonction au niveau d'écoles primaires aux communes de H'raoua et Rouiba ont été relogées ce samedi, précise la même source. Il s'agit de 5 familles qui habitaient à l'école primaire Ahmed Aroua (H'raoua), 4 familles à l'école Larbi Ben M'hidi (Rouiba) et 2 familles à l'école les Aurès (Rouiba). Ces familles ont bénéficié de logements publics localisés au niveau de la cité 636 logements à Dergana, ajoute le communiqué.

R. R.

Tébessa

Hausse attendue de la production de la pomme de terre saisonnière

La production de la pomme de terre saisonnière connaîtra cette année une «augmentation» dans la wilaya de Tébessa, a indiqué le chef de service de la production agricole et de l'assistance technique au niveau de la direction des services agricoles (DSA), Azzedine Guedri. Le même responsable a précisé que la DSA prévoit la production de 1,6 million de quintaux de pommes de terre saisonnière, contre 1,3 million de quintaux la

saison dernière. «Cette hausse attendue dans la production de la pomme de terre est due à l'extension de la superficie agricole qui est passée de 3 000 hectares à 3 300 hectares, ainsi que la disponibilité des semences de bonne qualité et l'eau pour l'irrigation», a fait savoir la même source, ajoutant que la wilaya de Tébessa a connu de forte précipitation au cours de cette saison, après une dizaine d'années de sécheresse. La DSA a mobilisé,

en coordination avec les services concernés, les moyens humains et matériels nécessaires pour garantir le succès à la campagne de récolte, lancée en juillet dernier et devra se poursuivre jusqu'à la fin du mois d'octobre prochain, a révélé M. Guedri, qui a confirmé que cette filière agricole avait connu une «amélioration remarquable» depuis quelques années, notamment dans les communes de Ma Labiod et Lahouidjbet. En outre, la DSA

organise des campagnes pour sensibiliser les agriculteurs quant aux nouveaux mécanismes de soutien à l'agriculture accordés par l'Etat pour la promotion et la valorisation de cette filière, notamment en ce qui concerne la qualité de semences, les prix des engrais chimiques subventionnés, ainsi que les méthodes d'irrigation agricole.

Samy Y.

Mostaganem

600 millions DA pour des projets du secteur des Ressources en eau

Une enveloppe de 600 millions DA a été allouée pour financer des projets de développement du secteur des Ressources en eau dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris des services de la wilaya. Dix-neuf opérations, inscrites dernièrement, seront lancées en octobre prochain pour le raccordement des réseaux d'AEP et d'assainissement ainsi que l'installation de

compteurs pour lutter contre le raccordement illicite et réduire le taux des fuites d'eau. Neuf projets financés par le Fonds de garantie et solidarité des collectivités locales ont été inscrits pour 15 villages des communes de Ain Sidi Chérif, Hassiane, Mesra, Bouguiret, Sirat, Hassi Mameche et Ain Nouissy en vue de leur raccordement au réseau d'AEP, ajoute-t-on de même source

Ainsi, 4 réseaux d'assainissement seront réalisés dans les douars des communes de Hassiane, Sidi Ali et Achaacha. Celles-ci s'ajouteront aux deux stations de relevage des eaux traitées de la commune de Kheiredine, du Petit port (Sidi Lakhdar) et à trois systèmes d'assainissement pour les localités de Sour, Sefsaf et Fornaka. Pour lutter contre le raccorde-

ment anarchique et le transfert de la gestion de l'eau aux douars des communes vers l'Algérienne des eaux (ADE), quelque 20 000 compteurs d'eau ont été installés dans 150 villages de Mostaganem. Ce projet a nécessité un montant de 70 millions DA. Il vise à réduire le taux de fuites d'eau et à améliorer la gestion de ce secteur.

N. T.

Constantine

Remise des clés de plus de 460 logements à leurs bénéficiaires

Au total, 53 dossiers ont été financés cette année par la Banque d'agriculture et du développement rural (Badr) d'Oran au titre du crédit Rfig hors céréales pour un montant global de 1,6 milliard DA, a-t-on appris auprès de cet établissement. L'octroi des crédits dans le

domaine agricole adopté par la Badr d'Oran cette année a permis de financer 53 dossiers par le crédit Rfig en hors céréales, notamment pour ce qui est de la production des semences, de l'aliment du bétail et celui destiné aux poissons. Durant la même période, la Badr a également

financé 48 dossiers au titre du crédit Rfig destiné aux céréales, soit un montant de 13 millions DA.

Depuis le lancement des crédits Ettahadi et Rfig hors céréales, la même institution bancaire a financé 159 dossiers pour un montant total de 3,23

milliards DA, dont 96 dossiers relevant du crédit Ettahadi (1,6 milliard DA). La Badr envisage d'élargir ses transactions pour toucher des investissements en aquaculture, a-t-on indiqué de même source.

Y. H./APS

Sahara occidental

Le Haut Commissariat aux droits de l'Homme tenu de reprendre ses missions techniques

■ Le Groupe des Etats de Genève pour le soutien au Sahara occidental a réitéré son appel au Haut Commissaire aux droits de l'homme à reprendre le programme de missions techniques au Sahara occidental tous les six mois et à faire rapport sur la situation des droits de l'homme pendant les sessions du Conseil des droits de l'Homme ou à fournir des raisons qui les empêchent de pouvoir accéder aux territoires occupés.

Par Fella Y.

Dans une déclaration orale prononcée par la délégation sud-africaine, au cours de la séance plénière consacrée au point 2 de la session ordinaire du Conseil des droits de l'Homme à Genève (Suisse), les membres du Groupe des Etats de Genève pour le soutien au Sahara occidental ont souligné que la situation «alarmante» des droits de l'homme et les graves violations commises au Sahara occidental occupé avaient récemment pris une tournure importante, notamment la répression exercée sur les civils sahraouis en juillet dernier dans la ville de Laayoune occupée. Ils ont, en outre, exprimé leur soutien à l'appel lancé par Amnesty International en faveur d'une enquête «impartiale» sur le recours «excessif» à la force par les forces d'occupation marocaines lors de ces événements sanglants. Ils ont, à cette occasion, expliqué que «les violations verbales et systématiques des droits de l'homme constatées fréquemment et systématiquement à l'encontre des civils non armés sont dues au fait que la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) n'avait pas le mandat de surveiller et de rendre compte de la surveillance et de l'établissement des rapports sur les droits de l'homme de toutes les opérations de maintien de la paix dans la région». En conclusion, la déclaration de la mission sud-africaine a rappelé au Haut Commissariat aux droits de l'homme, les engagements pris lors du premier Sommet mondial



humanitaire, tenu à Istanbul en 2016, sur la reddition de comptes pour les auteurs et les personnes impliquées dans des violations graves du droit international humanitaire, et réclamé à cet égard, la mise en œuvre de cet engagement à l'endroit de 173 600 Sahraouis dans les camps de réfugiés, plus de 600 Sahraouis victimes de disparition forcée du fait de l'occupation marocaine et des dizaines de civils emprisonnés dans des prisons marocaines situées à des centaines de kilomètres de leur famille sont soumis à la torture physique et psychologique et se voient refuser le droit de visite et de soins médicaux. La délégation sahraouie est composée du président du Conseil du Croissant-Rouge sahraoui, M. Bouhebeini Yahya, le ministre sahraoui de l'Environnement M.

Brahim el Moukhtar et militants des droits de l'Homme venant des territoires occupés du Sahara occidental, des membres de la commission sahraouie des droits de l'Homme, ainsi que de la Commission permanente du Front Polisario en Suisse.

Mogherini qualifie de «tragique» l'assassinat d'une sahraouie à Laâyoune occupé

La Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, a qualifié de «tragique» l'assassinat de la jeune femme sahraouie, Sabah Othmane H'mida, en juillet dernier à Laâyoune dans les territoires sahraouis occupés. «L'UE est consciente du décès tragique d'une femme de 24 ans à Laâyoune suite à l'intervention des forces de l'occupation marocaine», a indiqué M^{me} Mogherini dans une réponse à une question de l'eurodéputé portugais, Joao Ferreira, sur les violences commises à l'encontre des Sahraouis descendus dans les rues pour célébrer pacifiquement la victoire de l'Algérie en Coupe d'Afrique des Nations de football et revendiquer le droit à l'autodétermination. M. Ferreira s'est référé dans sa question à un communiqué du Front Polisario, faisant état de l'intervention des forces d'occupation marocaines qui ont réagi en tirant à l'arme à feu et utilisé des canons à eau sur la foule. Le communiqué du Front Polisario mentionne également des cas d'arrestations arbitraires, y compris de mineurs. «Aux premières heures du 20 juillet, une jeune femme sahraouie de 24 ans (Sabah Othmane H'mida) a été renversée par un véhicule des autorités marocaines. Elle mourut

plus tard de ses blessures», a indiqué l'eurodéputé, citant le même communiqué. En outre, M^{me} Mogherini a déclaré que l'UE suit la situation des droits de l'homme au Maroc et dans les territoires sahraouis occupés. A ce titre, elle a indiqué que l'UE «suit la situation des droits de l'homme au Maroc et au Sahara occidental par le biais de contacts réguliers avec les autorités compétentes, notamment le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) et ses bureaux régionaux, ainsi qu'avec des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme». «La démocratie et les droits de l'homme sont des composantes essentielles de la politique étrangère de l'UE et de son dialogue avec des pays partenaires tels que le Maroc», a, par ailleurs, souligné la Haute représentante.

F. Y./APS

Coopération

La Tunisie et l'Irak cherchent à renforcer leur partenariat

Le Premier ministre tunisien par intérim, Kamel Morjane, a rencontré le ministre irakien des Affaires étrangères, Mohammed al-Hakim, en visite en Tunisie, pour discuter des moyens de renforcer la coopération entre la Tunisie et l'Irak, a indiqué le gouvernement tunisien. Dans une déclaration diffusée par le gouvernement tunisien, le chef de la diplomatie irakienne a souligné que son entretien avec M. Morjane était «structuré» et que les discussions ont abordé les relations de longue date entre la Tunisie et l'Irak, la situation en Irak, les résultats de la commission mixte tuniso-irakienne, les moyens de soutenir

les échanges commerciaux et le trafic touristique entre les deux pays. Avant la rencontre avec M. Morjane, M. al-Hakim, a été reçu par son homologue tunisien Khemaies Jhinaoui à Tunis. Dans un communiqué publié sur sa page Facebook officielle, la diplomatie tunisienne a rappelé que la commission mixte tuniso-irakienne a été couronnée par la signature de cinq accords et protocoles de coopération bilatérale portant notamment sur le renforcement des consultations politiques entre les deux pays, outre la coopération culturelle et la coopération en matière de services et prestations aériens.

R. M.

Libye

Tirs sur l'aéroport de Mitiga toujours fermé

L'aéroport de Mitiga en Libye, fermé depuis deux semaines en raison d'attaques répétées, a été de nouveau la cible de tirs de roquettes et de raids aériens, selon les forces loyales au gouvernement d'union nationale (GNA) reconnu par l'ONU. Ces dernières ont accusé les troupes du général à la retraite Khalifa Haftar, de mener ces attaques, sans faire état de victimes. M. Haftar mène depuis début avril une offensive militaire pour tenter de s'emparer de la capitale Tripoli. Ses forces ont mené plusieurs attaques et raids aériens contre l'aéroport situé à quelques kilomètres à l'est de la capitale, accusant le GNA de l'utiliser à des «fins militaires».

L'aéroport a été fermé brièvement à plusieurs reprises depuis début avril. Avant samedi, le ministère de l'Intérieur du GNA avait recensé au moins onze attaques depuis le 21 juin. Mais après la dernière attaque du 1er septembre, qui avait fait quatre blessés, les vols ont été transférés à Misrata, à 200 km plus à l'est et l'aéroport a été maintenu fermé. «Des roquettes Grad tirées par les milices de M. Haftar ont touché l'aéroport de Mitiga quelques heures après une frappe aérienne tôt ce matin, menée par des drones émiratis», ont ajouté les forces du GNA sur leur page Facebook. Engagées dans une contre-offensive, elles ont qualifié cette nouvelle attaque

contre Mitiga de «tentative désespérée» de se venger de pertes subies la veille. Elles font allusion à la mort vendredi de deux «commandants» d'une milice pro-Haftar de la ville de Tarhouna, importante base arrière de Haftar dans l'est libyen, à 60 km au sud-ouest de Tripoli. Les forces de Haftar ont annoncé dans la nuit de vendredi à samedi la mort de «deux importants commandants» d'une «force de soutien» de la ville de Tarhouna, dans des raids menés par des drones au sud de Tripoli. Selon l'ONU, depuis avril, les combats autour de Tripoli ont fait 1 093 morts et 5 752 blessés, et forcé 120 000 personnes à quitter leurs foyers.

T. Kh./Agences



Afghanistan

Les talibans «autorisent» de nouveau le CICR à travailler

■ Les talibans ont «autorisé» de nouveau hier le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) à travailler en Afghanistan, après lui avoir «interdit» d'y exercer en avril dernier.



Par Rosa C.

Les talibans, qui exercent un contrôle de facto sur de larges parties du pays, ont annoncé dans un communiqué

que «l'Emirat islamique restaure les garanties de sécurité accordées au CICR et ordonne à tous les moudjahidine (...) de faire attention à la sécurité des

employés et équipements du comité». Le CICR avait suspendu ses opérations en avril, notamment les visites aux prisonniers et soins apportés aux blessés, quand les insurgés lui avaient retiré, ainsi qu'à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ses garanties de sécurité. Le chef de la délégation du CICR en Afghanistan, Juan-Pedro Schaefer, a déclaré dans un tweet que «les discussions de Doha (où les talibans ont leur représentation) nous ont permis de rétablir une compréhension mutuelle sur la situation humanitaire en Afghanistan et les activités du

CICR et de poursuivre notre travail humanitaire neutre et impartial dans le pays». Les talibans avaient déjà «interdit» les activités du CICR en août 2018, avant de les rétablir en octobre. Ils sont réputés contrôler ou disputer aux forces gouvernementales environ la moitié du pays. Dans son communiqué, le mouvement indique que «les deux parties sont convenues de revenir à l'accord initial (de garanties de sécurité, ndr) avec en plus de nouveaux engagements d'aide humanitaire». Le geste des talibans intervient une semaine après la décision de Donald Trump d'abandonner les

pourparlers avec les insurgés sur un retrait des troupes américaines d'Afghanistan. Cette décision a été suivie d'une escalade verbale entre le président américain et les insurgés, le premier avertissant que les Etats-Unis allaient «continuer» à frapper leurs adversaires, et les seconds lui rappelant que «l'Afghanistan est le Cimetière des Empires». Les observateurs sur place s'attendent par ailleurs à un regain de violence à l'approche de l'élection présidentielle du 28 septembre. Les talibans nient toute légitimité au pouvoir en place à Kaboul.

Attaque de drones en Arabie

L'Iran réfute les accusations américaines

L'Iran a qualifié hier d'«insensées» les accusations du secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo tenant la République islamique pour responsable d'une attaque de drones contre des installations pétrolières saoudiennes revendiquée par des rebelles yéménites. «Des accusations et remarques aussi stériles et aveugles sont incompréhensibles et insensées», a déclaré le porte-parole des Affaires étrangères iraniennes, Abbas Moussavi, laissant entendre qu'elles avaient pour but de justifier «des actions futures» contre l'Iran. Une attaque de drones revendiquée par les rebelles yéménites a provoqué samedi des incendies dans deux installations pétrolières du groupe Aramco en Arabie saoudite, obligeant ce pays, premier exportateur mondial d'or noir, à réduire temporairement de moitié sa production.

L'attaque a été condamnée «fermement» par la Maison-Blanche, et M. Pompeo a accusé l'Iran d'avoir «lancé une attaque sans précédent contre l'approvisionnement énergétique mondial». Pour M. Moussavi, ces remarques sont destinées à «écarter la réputation d'un pays afin de créer un cadre pour de futures actions contre lui». Faisant référence à la politique de «pression maximale» menée par Washington contre l'Iran, M. Moussavi a estimé dans un communiqué transmis à la presse que les Etats-Unis avaient «apparemment transformé» (celle-ci en politique de) «mensonge maximum» du fait de leurs échecs. Les tensions entre les deux pays sont exacerbées depuis que les Etats-Unis se sont retirés unilatéralement en 2018 de l'accord international sur le nucléaire iranien conclu en 2015, avant de rétablir des sanc-

tions économiques contre Téhéran. La situation a menacé de tourner à l'affrontement militaire direct en juin, après que la République islamique eut abattu un drone américain. Selon Téhéran, l'appareil avait violé l'espace aérien iranien, ce que Washington dément. Amiral Hajizadeh, commandant de la branche aérospatiale des Gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique, a pour sa part estimé hier que les tensions actuelles, «avec des forces qui se font face sur le terrain», pouvaient contribuer au déclenchement d'un conflit armé, selon l'agence Tasnim, proche des ultraconservateurs. Le général de brigade a ajouté que l'Iran était «toujours préparé pour une guerre totale». Mais «ni nous, ni les Américains ne voulons une guerre», a-t-il dit, reprenant le discours officiel iranien.

Brexit

Johnson évoque «d'énormes progrès»

Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, a fait part hier d'«énormes progrès» pour aboutir à un accord sur le Brexit entre l'UE et le Royaume-Uni, qu'il a comparé au superhéros Hulk, capable de se libérer de ses entraves, avant une rencontre avec des responsables européens lundi. «Quand j'ai obtenu cette fonction, tout le monde disait qu'absolument aucune modification à l'accord de retrait n'était possible», constate le chef de gouvernement conservateur dans une interview au tabloïd «Mail on Sunday». Les dirigeants de l'UE «sont déjà revenus là-dessus et, comme vous le savez, une très, très bonne conversation se tient sur la manière de traiter les problèmes de la frontière nord-irlandaise. Des progrès énormes sont en cours», affirme-t-il. Jusqu'à présent, les deux parties achopent sur la manière d'éviter le rétablissement d'une frontière

physique entre l'Irlande, membre de l'UE, et la province britannique d'Irlande du Nord après le Brexit. Londres rejette la solution dite du «filet de sécurité» (ou «backstop»), incontournable aux yeux de Bruxelles faute d'alternative crédible. Elle prévoit que le Royaume-Uni tout entier reste dans un «territoire douanier unique» avec l'UE si une meilleure solution n'est pas trouvée à l'issue d'une période transitoire. Vendredi, le Premier ministre irlandais Leo Varadkar a pourtant affirmé que «le fossé est très grand» pour parvenir à un accord sur le Brexit, Michel Barnier, avait déclaré n'avoir «pas de raisons d'être optimiste» sur les chances de parvenir à une solution d'ici au Conseil européen des 17 et 18 octobre à Bruxelles, considéré par beaucoup comme le sommet de la

dernière chance avant le Brexit prévu le 31 octobre. «Il va y avoir beaucoup de travail d'ici le 17 octobre. Mais je vais aller à ce sommet et je vais obtenir un accord, j'ai vraiment bon espoir. Et si nous n'obtenons pas d'accord, eh bien nous sortirons le 31 octobre», a ajouté M. Johnson. Il a catégoriquement exclu de réclamer à Bruxelles un report de trois mois du Brexit, comme l'y oblige une loi votée début septembre par le Parlement britannique afin d'éviter un «no deal» susceptible d'entraîner troubles et pénuries. Musclant le ton, «BoJo» a comparé le Royaume-Uni au superhéros Hulk : «Plus Hulk se met en colère, plus Hulk devient fort et il s'échappe toujours, même s'il avait l'air bien ligoté, et c'est le cas de ce pays». Et «Hulk était un gagnant», a renchéri le ministre britannique chargé du Brexit, Stephen Barclay, sur la chaîne télévisée Sky News.



Commentaire

Cap

Par Fouzia Mahmoudi

Après sa victoire aux dernières élections européennes en France, Marine Le Pen donne le cap pour son parti et tente de rallier ses supporters pour une nouvelle victoire, celle fois-ci pour les élections municipales de mars 2020. Pour cette élection considérée comme une marche vers la présidentielle de 2022, le Rassemblement National devrait adopter une stratégie d'ouverture à des personnalités hors du parti, comme Serge Federbusch à Paris ou le général à la retraite Bertrand de La Chesnais à Carpentras (Vaucluse). «Il faut faire des alliances. C'est ce qu'on essaye de faire depuis la présidentielle avec Nicolas Dupont-Aignan, Thierry Mariani, Jean-Paul Garraud, Hervé Juvin ou Andréa Kotarac», précise-t-on. Concernant le programme, les candidats du parti devraient appuyer sur le «localisme». «Cela consiste probablement à rompre avec le jacobinisme et à avoir une meilleure répartition de ce qui peut être fait au niveau central et local. Renouer avec une politique d'aménagement du territoire», précise Hervé Juvin, eurodéputé inspirateur de cette politique. Selon une note de la Fondation Jean-Jaurès, le RN est favori dans de nombreuses petites et moyennes villes, en particulier dans l'ancien bassin minier et le pourtour méditerranéen. Mais ses victoires dépendront de sa capacité à présenter des listes, ainsi que du maintien ou non des listes de ses adversaires en cas d'affrontement au deuxième tour. Ce rassemblement sera également l'occasion d'organiser un séminaire devant les députés et les eurodéputés pour les «amener à réfléchir à des idées de fond, arbitrer des sujets politiques, et homogénéiser la réflexion sur les grands sujets d'actualité», explique encore Philippe Olivier. Le séminaire sera notamment l'occasion de débattre de la PMA alors que Marine Le Pen cherche encore la bonne formule sur ce sujet clivant au sein de son parti. «C'est un sujet d'éthique, donc, c'est important, mais ce n'est pas dans les préoccupations premières des Français», balaye Philippe Olivier. Ce week-end constituera aussi la rentrée de Génération nation, les jeunes du parti, présidé par Jordan Bardella, ancienne tête de liste aux européennes. Deux semaines plus tard se tiendra la convention de la droite organisée par les proches de Marion Maréchal sur le thème de «l'alternative au progressisme». Toutefois, en bureau politique, Marine Le Pen a fait comprendre que les membres du Rassemblement national feraient mieux de ne pas s'y rendre. Et que «seule la présence du trublion Gilbert Collard serait tolérée, car elle n'engagera pas le RN», dit un membre du bureau politique. «Ils vont discuter, émettre des idées, c'est positif. [...] Mais nous ne sommes pas dans la même démarche : je suis la patronne d'un mouvement politique, ce qui n'est pas le cas de Marion», a déclaré Marine Le Pen. Toutefois, la victoire visée par le RN pour les municipales ne garantira pas une victoire pour la prochaine présidentielle et reste assez improbable, le parti d'extrême droite n'ayant pas assez de personnes sur le terrain pour s'investir sérieusement dans cette course électorale.

F. M.

Opéra d'Alger

Un grand hommage sera rendu à Cheikh El Hasnaoui

■ L'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih vibrera demain soir sous les différents rythmes de la musique kabyle. C'est dans le cadre d'un hommage qui sera rendu au chantre de la musique algérienne d'expression kabyle qu'une pléiade d'artistes de renommée revisitera les plus belles chansons du défunt. Les artistes Abdelkader Chaou, Kamel Meziane, Boualem Chaker ou encore son fils spirituel Hasnaoui Amechtouh, seront au rendez-vous pour saluer le parcours de Cheikh El Hasnaoui et interpréter ses chansons les plus connues.



Par Abla Selles

Une pléiade d'artistes dont Abdelkader Chaou, Kamel Meziane, Boualem Chaker ou encore son fils spirituel Hasnaoui Amechtouh prennent part à une soirée musicale organisée demain à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih. Cette soirée qui se veut un hommage à Cheikh El Hasnaoui, sera une occasion pour revisiter les plus belles chansons de cet artiste algérien d'expression kabyle.

Il est à rappeler que Cheikh El Hasnaoui, de son vrai nom Mohamed Hemana Khelouat, est un chanteur de chaâbi. Musicien

et auteur-compositeur-interprète algérien d'expression kabyle, son nom d'emprunt se réfère à sa région natale de l'Aarch des lhasnaouen (lhasnawen de la confédération des Ait Aïssi), où il naît en 1910 au hameau de Taâzibit.

Il a quitté sa ville natale pour aller à Alger où il exercera plusieurs petits métiers tout en se «frottant» aux grands maîtres de la musique «chaâbi» comme El-Anka et Cheikh Nador. Ainsi, il assimila toutes les finesses de ce genre musical exigeant et s'affirme, bientôt, comme un artiste accompli, maître de son art et capable de l'exprimer aussi bien dans sa langue maternelle : «taq-

baylit», comme il le dit si bien, ainsi qu'en arabe populaire (dialectal), l'autre langue qu'il vient d'acquérir et de perfectionner. Il animera pendant cette période bon nombre de soirées qui «seront pour lui l'occasion de se produire en public et de monnayer son talent».

Quelques années après, il part à Paris où il s'est imposé comme un artiste phare, illuminant de toute sa classe la vie artistique du moment qui reste confinée aux seuls cafés, véritables microcosmes de la société kabyle.

Cheikh El Hasnaoui est décédé à Saint Pierre de la Réunion le 6 juillet 2002, laissant derrière lui un répertoire artistique très riche.

A. S.

Salon du livre à Tlemcen

Ouverture, aujourd'hui, de la première édition

Un premier Salon de wilaya du livre se tiendra au palais de la Culture «Abdelkrim-Dali» de Tlemcen à partir d'aujourd'hui et se poursuivra jusqu'au 30 septembre courant, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Initiée par la direction de la Culture, cette manifestation verra la participation de maisons d'édition, de bibliothèques locales dont

la bibliothèque de lecture publique «Mohammed-Dib» et autres, a signalé la conseillère culturelle du Palais, Amrthir Hassania.

Ce salon qui se tient en collaboration avec la direction locale du commerce, le Centre des expositions (Carex) et l'université Abou-Bakr-Belkaïd, prévoit l'exposition de 2 000 titres dans les différents filières. Il permettra

au public d'acquérir des ouvrages récents à des prix jugés raisonnables et d'encourager la lecture.

Trois écrivains de Tlemcen dédicaceront à cette occasion leurs ouvrages. Il s'agit de Mohamedi Mohamed Amine, Meriem Dali Youcef et Aïcha Beldjillali. Cette dernière a remporté la troisième place au concours «Ali Mâachi» dans la catégorie poésie. L. B.

Arts plastiques

Des plasticiens plaident pour une loi permettant l'acquisition de tableaux

Des artistes plasticiens ont appelé, samedi à Oran, à la nécessité d'activer la loi sur l'acquisition des œuvres d'arts plastiques et à la création de galeries pour mettre en place un marché permanent des arts plastiques.

Le chef du bureau d'Oran de l'Union nationale des arts culturels (Unac), Abdelhafidh Boualem, a mis l'accent, lors d'une rencontre régionale sur «la situation et la place de l'art et de l'artiste plasticien», sur l'importance d'activer la commission

compétente d'achat des œuvres artistiques au niveau du ministère de la Culture afin de permettre aux musées d'acquérir des œuvres d'art et enrichir leurs fonds.

Des intervenants, venus de différentes régions de l'ouest du pays, ont proposé à ce que chaque entreprise publique ou privée consacre un budget pour l'acquisition de tableaux d'art, comme ils ont préconisé leur implication dans la conception de projets de construction

notamment pour ce qui est de la décoration et l'élaboration d'une loi permettant au peintre de vendre ses œuvres à l'étranger.

L'assistance a également appelé à la création de galeries d'exposition pour faire la promotion des œuvres d'art, la mise en place d'un marché d'art et l'organisation d'ateliers et de rencontres d'artistes pour contribuer à la promotion de cet art. Dans ce cadre, le chef du bureau de wilaya de l'Unac a déploré l'absence de galeries d'art.

Une plateforme des propositions formulées par les artistes plasticiens, présents à cette rencontre organisée par le bureau de wilaya de l'Unac, sera élaborée et transmises aux responsables concernés, a annoncé Abdelhafidh Boualem.

Des rencontres similaires sont prévues avec des cinéastes et hommes de théâtre, a-t-on indiqué.

D. R.

Festival du cinéma américain de Deauville

Le désastre social américain remporte le «Bull»

Le 45^e Festival du cinéma américain de Deauville a décerné samedi son Grand Prix à «Bull» (taureau), un tableau de l'Amérique de Trump, sur fond de désastre social, signé Annie Silverstein, a annoncé le jury présidé par Catherine Deneuve.

Ce premier film, sur la rédemption d'une jeune fille par le désir de vivre ses rêves, remporte aussi le prix de la Critique, dont le jury était présidé par le critique Gérard Lefort ainsi que le prix de la Révélation, dont le jury était présidé par la comédienne Anna Mouglalis. Ce long métrage sélectionné dans la section «Un certain regard» à Cannes, «semble avoir fait l'unanimité parmi les jurys à

Deauville», a déclaré Catherine Deneuve avant d'annoncer le Grand Prix.

Il s'agit d'«un film politique sans être dogmatique, un récit d'apprentissage sur fond de désastre social, un tableau juste et troublant de l'Amérique de Trump», a expliqué Anna Mouglalis.

Le jury, présidé par Catherine Deneuve, a accordé sa deuxième place (le Prix du jury) à deux films, la comédie «The Climb», premier film de Michael Angelo Covino, et le film beaucoup plus sombre «The Lighthouse» de Robert Eggers, avec Robert Pattinson et Willem Dafoe.

Le Prix spécial du 45^e anniversaire du

Festival est attribué à «Swallow», de Carlo Mirabella-Davis. Le film raconte l'histoire d'une jeune femme mariée à un homme incarnant la réussite sociale mais atteinte d'un syndrome qui la pousse à manger des objets.

Le Prix du public de la Ville de Deauville revient à «The Peanut butter falcon» de Tyler Nilson et Michael Schwartz. Ce premier film conçu pour un acteur trisomique raconte l'histoire d'un jeune trisomique qui a fui la maison de retraite où il était retenu malgré ses 22 ans.

Quatorze films étaient en compétition.

R. I.

AGEND'ART

Galerie d'arts Le Paon
(Centre des arts de Riadh
El Feth)

Du 21 septembre au 20
octobre :

Exposition «Convergence»
de l'artiste Mohamed Krour.

Vernissage le samedi 21
septembre à partir de 15h.

Institut français d'Alger
Du 15 septembre au 28

novembre :

Exposition des plus beaux
paysages du Sud capturés
par Oussama Hamdi.

Maison de la culture
Ahmed-Aroua (Koléa,
Tipasa)

Du 17 au 21 septembre à
partir de 20h30 :

Sixième édition des
Journées nationales de la
chanson chaâbi, sous le slogan
«Le chaâbi, art et patrimoine».

Théâtre de verdure
Laâdi-Flichi (Boulevard
Frantz-Fanon, Alger)
Jeudi 19 septembre à par-

tir de 20h30 :

Concert de Kendji Girac.
Prix des billets à partir de 3
000 DA. Point de vente :
Théâtre de verdure, de 10h
à 19h.



Ligue 2 (4^e journée)

Le DRBT, le RCA et l'OM mènent le bal

LE DRB TADJENANET a rejoint le RC Arbaâ et l'Olympique de Médéa en tête du championnat de Ligue 2 de football, après sa victoire samedi soir contre le WA Tlemcen (2-1) pour le compte de la 4^e journée, ayant vu les anciens co-leaders s'incliner respectivement chez le MO Béjaïa (2-1) et l'AS Khroub (2-0). C'est le jeune Abdeali Hadji (22 ans) qui a offert cette précieuse victoire au DRBT, en signant un doublé aux 2^e et 60', alors qu'Abdelhalim Nezouani avait inscrit l'unique but tlemcenien à la 45'+2. Tadjenanet porte ainsi son capital-points à neuf, et rejoint ainsi les deux anciens co-leaders, le RC Arbaâ et l'Olympique de Médéa, battus respectivement chez le MO Béjaïa (2-1) et l'AS Khroub (2-0). Au stade de l'Unité Maghrébine, ce sont Kadri, sur penalty à la 34' et Bousalem (80') qui ont offert la victoire au MOB, alors que Zermane avait sauvé l'honneur pour le RCA à la 69', au moment où Bouregaâ (9') et Derbal (15') ont permis à l'ASK de dominer l'OM d'entrée de jeu. Autre bonne opération, celle de l'USM Annaba qui a remporté sa première victoire de la saison contre le RC Relizane, grâce notamment à Kherifi, auteur de ce but unique à la 13'. Les Tuniques Rouges quittent ainsi la dernière place du classement, qu'occupe désormais l'USM El Harrach seule, avec un seul point au compteur, après son nul à domicile contre le MC El Eulma (2-2). Les Harrachis peuvent tout de même s'estimer heureux d'avoir sauvé les meubles car menés deux fois au score,

d'abord par Aït Abdelmalek (16') puis par Bentabet (90'+1), ils avaient réussi à chaque fois à égaliser, d'abord par Bahi (45'+2), puis par Abdet (90'+4). Dans les autres matchs de cette 4^e journée, le MC Saïda a battu la JSM Béjaïa (1-0) grâce à Gariche (54'), alors que l'ASM Oran s'est remise une nouvelle fois à l'adresse de Hitala pour surprendre l'Amel Boussaâda (1-0), dès la 12'. De son côté, la JSM Skikda a dominé le nouveau promu OM Arzew (2-1), grâce notamment à Semani (3') et Boutiba (28'), alors qu'itim avait sauvé l'honneur pour les visiteurs à la 47'.

Résultats et classement :

USMH- MCEE	2-2
JSMS-OMA	2-1
MCS- JSMB	1-0
USMan -RCR	1-0
ASMO- ABS	1-0
MOB- RCA	2-1
AS K-OM	2-0
DRBT- WAT	2-1

	Pts	J
1). O. Médéa	9	4
--). RC Arbaâ	9	4
--). DRB Tadjenanet	9	4
4). ASM Oran	8	4
5). WA Tlemcen	7	4
--). RC Relizane	7	4
7). MO Béjaïa	6	4
--). AS Khroub	6	4
9). MC Saïda	5	4
--). JSM Skikda	5	4
11). MC El Eulma	4	4
12). OM Arzew	3	4
--). USM Annaba	3	4
14). A. Boussaâda	2	4
--). JSM Béjaïa	2	4
16). USM Harrach	1	4

CAF Football Awards / Joueur africain de l'année 2019

Mahrez et Benacer dans la liste des nominés

LES DIX MEILLEURS candidats pour le trophée du meilleur joueur africain de l'année 2019 seront annoncés en octobre et les 5 meilleurs suivra en décembre, a indiqué la Confédération africaine de football (CAF). Le Meilleur joueur africain 2019 sera quant à lui connu lors de la 27^e édition des CAF Football Awards, prévue en janvier 2020 dans la ville égyptienne de Hurgada. Plusieurs champions d'Afrique algériens devraient figurer sur la liste des nominés, notamment le duo Ismael Bennacer (Milan AC), meilleur joueur de la CAN 2019 en Egypte et le capitaine des Verts Riyad, Mahrez (Manchester City). La course s'annonce palpitante et indécise avec la présence attendue du duo de Liverpool, le Sénégalais Sadio Mané et l'Egyptien Mohamed Salah, vainqueur des deux dernières éditions. Outre le trophée du Meilleur joueur africain de l'année, plusieurs autres catégories sont primées pour le football masculin et féminin, notamment : l'Entraîneur de l'année, le Joueur Espoir de l'année, l'Équipe nationale de l'année, le plus beau But de l'année, les Meilleurs XI de l'année, la Fédération la plus performante de l'année. De nouvelles récompenses qui reconnaîtront des personnalités qui ont fait des contributions exceptionnelles au football africain seront introduites. «Les récompenses de la CAF constituent un événement important pour le football africain et nous permettent d'honorer les joueurs et les joueuses les plus talentueux de notre grand continent. Cette année, nous présenterons de nouvelles récompenses pour reconnaître et célébrer des contributions exceptionnelles au football africain et des personnalités inspirantes et je m'en réjouis à l'avance», a indiqué le président de la CAF Ahmad Ahmad.

Coupe Davis 2019 de tennis / Groupe III Afrique/ Play-offs 5^e-6^e places

L'Algérie se défait du Nigeria

L'ALGÉRIE a battu le Nigeria 2-0 samedi à Nairobi (Kenya) en match de classement (5^e-6^e places) de la Coupe Davis 2019- groupe III. Les Algériens ont remporté les deux matchs du simple grâce à Samir Hamza Reguig qui a disposé de Paul Etim 6-4, 7-5 et Youcef Rihane, vainqueur d'Emmanuel Idoko 6-1, 6-4. Le score final étant acquis, le double entre les équipes a été tout simplement annulé. A la faveur de ce succès l'Algérie reste dans le Groupe III. L'équipe algérienne avait remporté un match contre le Benin (2-0) et essuyé deux défaites face respectivement au Kenya (1-2) et Madagascar (0-3) lors de trois journées de la de la Coupe Davis 2019 (Groupe B - Zone Afrique).

Ligue des champions -

16^{es} de finale «aller»/JSK 2- Horoya Conakry 0

Les Canaris prennent une belle option

■ La JS Kabylie a pris une belle option pour la qualification aux huitièmes de finale de la Ligue des champions d'Afrique en battant à domicile, au stade du 1^{er}-Novembre de Tizi-Ouzou, la formation guinéenne de Horoya Conakry sur le score de 2 à 0.



Les Kabyles réalisent une belle affaire

Par Mahfoud M.

Les Canaris sont donc en ballottage favorable pour la qualification au prochain tour avec ce succès précieux, étant donné que l'adversaire devra l'emporter avec un écart de trois buts s'il souhaite passer au prochain tour. Les gars du Djurdjura se sont bien comportés lors de cette rencontre, avec un départ sur les chapeaux de roue et plusieurs occasions créées par la ligne d'attaque. Toutefois et malgré ces occasions, la formation locale n'a pas pu trouver la faille tout au long de la première mi-temps. Il a fallu donc attendre le début du second half pour voir les pouillains de Vélud prendre

l'ascendant grâce à l'attaquant Hamza Banouh qui ouvre la marque à la 52'. Ce but a boosté les joueurs de la JSK qui ont continué leurs assauts et Banouh double la mise à la 67'. La manche retour est prévue le 29 septembre prochain, la JSK devra bien gérer cette rencontre pour réussir la qualification au prochain tour. Le coach français, Hubert Vélud, estime que son équipe réalise «une nouvelle progression».

«Globalement, nous avons réalisé un bon match qui marque une nouvelle progression au sein de la compétition», a indiqué Vélud qui a relevé «une entame de match intéressante et dangereuse» et «des moments très forts en deuxième mi-temps avec

quelques difficultés vers la fin de la rencontre». Affichant sa satisfaction du travail de son équipe qui a réalisé un bon score, il a estimé que cette victoire permettra d'aborder le match retour, qui se déroulera à Conakry le 29 de ce mois de septembre, avec «beaucoup d'envie et de rigueur». «Le match retour sera forcément difficile, mais nous allons nous préparer en conséquence. Nous avons un groupe très fort mentalement qui ira chercher la qualification avec beaucoup d'envie et de rigueur», a-t-il soutenu. Pour ce faire, poursuit Vélud, les joueurs devront «se battre et respecter le système technique que nous travaillons depuis le début de saison».

M. M.

Coupe de la Confédération

Le CRB force le FC Pyramids au nul

Le CR Belouizdad s'est neutralisé avec le club égyptien FC Pyramids (1-1, mi-temps 0-0), en 16^{es} de finale «aller» de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), disputé samedi soir au stade du Caire. Le meneur de jeu Amir Sayoud a ouvert le score d'une tête à bout portant à la 65', après une balle mal renvoyée par le gardien égyptien Echenou, et c'est Mohamed Farouk qui a égalisé à la 75' pour le FC Pyramids, d'une belle frappe enroulée, à environ 25 mètres du but. Le 16^e de fina-

le «retour» est prévu entre le 27 et le 29 septembre courant à Alger, et vu cette bonne opération réalisée au match «aller», les enfants de Laâqiba l'aborderont probablement avec plus de séri-

rité. Le Paradou AC, l'autre représentant algérien en Coupe de la CAF, a joué hier au stade du 5-Juillet, où il a accueilli les Tunisiens du Club Sportif Sfaxien à 20h45.

Mondiaux 2019 de boxe

Fliissi et Nemouchi sortis

Les boxeurs algériens Mohamed Fliissi (-52 kg) et Younes Nemouchi (75 kg) ont été éliminés au 2^e tour (16^e de finale) des mondiaux-2019, après leur défaite samedi à Ekaterinbourg (Russie) devant les Cubains Veita Soto Yosvanty et Lopez Cardona Arlen. Fliissi, vainqueur au premier tour face au Congolais Ilunga Kabange Doudou (5-0), s'est incliné aux points (3-2) devant Veita Soto, champion du monde de la catégorie en 2017 à Hambourg. Younes Nemouchi qui avait gagné son premier combat face au Slovène Velko Aljaz, n'a pu cette fois-ci passer le cap du

Cubain Lopez Cardona, champion olympique 2016 à Rio. L'Algérie a été battue aux points 5-0. Avec l'élimination de Fliissi et Houmri et celle de Réda Benbaziz (-63 kg) battu jeudi dernier par l'Ouzbek Adu Raimov Al Nur, quatre pugilistes algériens restent en lice dans cette compétition mondiale. Il s'agit de Abdelhafid Benchabla (-91 kg), Chems-Eddine Kramou (69 kg), Chouaib Bouloudinats (+91 kg) ainsi que Mohamed Houmri (81 kg) qui s'était qualifié mardi dernier aux 16^e de finale après sa victoire face au Hamadah Salman, par arrêt de l'arbitre au 2^e round.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Pour réclamer l'amélioration de la scolarisation de leurs enfants

Tizi Ouzou : Des parents ferment des établissements

LA RENTRÉE scolaire dans la wilaya de Tizi Ouzou est perturbée dans plusieurs établissements scolaires, notamment au niveau du premier palier. Tous les jours depuis le début de l'année scolaire, des parents d'élèves s'élèvent contre les manquements enregistrés dans ces établissements. Hier encore, de l'école primaire (Ibari-Mohamed) du village Tala Yaala dans la commune de Tizi Ghenif et d'un collège à Timizart d'être fermés par les parents d'élèves pour s'élever contre les conditions de scolarité des leurs enfants au sein de ces établisse-

ment. Le collège «Nait Melek Mohamed Akli» de Timizart, en préfabriqué, risque de s'effondrer à tout moment, selon les parents des élèves qui le fréquentent. Ils réclament son remplacement. Quant à l'école primaire de Tala Yaala, les parents d'élèves demandent la démolition de l'ancienne cantine de l'établissement devenue une menace pour leurs enfants. Au chef-lieu de wilaya, des parents d'élèves du préscolaire de l'école Maamar nous ont fait part de l'absence de mobilier scolaire à l'intérieur des classes qui les abritent.

En 24 heures

Neuf morts par noyade et par inhalation de monoxyde de carbone

SIX cas de décès par noyade et trois autres à la suite de l'inhalation du monoxyde de carbone ont été enregistrés durant les dernières 24 heures, à travers le territoire national, déplore dimanche dans un communiqué, un bilan de la direction générale de la Protection civile. Trois décès sont survenus dans la wilaya d'Oum El Bouaghi où un homme âgé de 43 ans et deux enfants âgés de 11 ans et 07 ans ont péri dans une mare d'eau située au lieu-dit Rekaizi, commune d'Ain M'lila, précise la même source. A Tipaza, deux jeunes hommes sont décédés

noyés en mer, à la plage interdite Kouchet El Djir, alors que dans la wilaya d'El-Tarf un autre jeune homme s'est noyé à hauteur du port du chef-lieu de la commune. Par ailleurs, le monoxyde de carbone a, de nouveau, fait 2 victimes, issues de la même famille âgées et de 39 ans et 2 ans, dans le domicile familial, sis dans la commune de Bouarfa (Blida), alors qu'une autre personne est décédée à la suite de l'inhalation de ce gaz toxique à la cité Boudraa-Salah, commune de Constantine, ajoute la Protection civile.

H. B.

DGSN

Installation du directeur des R.G. et celui de la Police générale et de la réglementation

LE DIRECTEUR général de la Sûreté nationale (DGSN), Khelifa Ounissi a procédé dimanche, à l'installation de deux contrôleurs de police, Benyettou Benziane en qualité de directeur des Renseignements généraux, et Si-M o h a n d



Mohamed Said en qualité de Directeur de la Police générale et de la réglementation, indique un communiqué de la DGSN. Le nouveau Directeur des Renseignements généraux a été installé en remplacement au contrôleur de police, Djamel Benderradj, nommé inspecteur de la Sûreté nationale, tandis que le directeur de la Police générale et de la réglementation a été installé en remplacement du contrôleur de police,

Abdenour Hadid, a précisé la même source. La cérémonie d'installation qui a eu lieu au siège de la DGSN s'est déroulée en présence des directeurs et chefs des services centraux, en sus de cadres des directions concernées, ajoute le communiqué. Le chef de l'Etat Abdelkader Bensalah avait opéré, lundi, un mouvement au sein de l'administration centrale de la DGSN, ayant touché onze cadres.

H. N.

Restrictions des visas pour les Algériens



Loumis

Djalou@hotmail.com

Mauvaises conditions de vie à Béjaïa

Plusieurs axes routiers coupés par des citoyens

La wilaya de Béjaïa a été marquée par plusieurs manifestations radicales hier. Plusieurs routes nationales ont été coupées par des citoyens, isolant la wilaya du reste du pays et provoquant des désagréments aux usagers.

Par Hocine Cherfa

Dans la vallée de la Soummam, ce sont les bénéficiaires et souscripteurs aux logements sociaux et à l'habitat précaire de la localité qui ont coupé la RN 26 au niveau du pont de la ville paralysant la circulation automobile. Les mécontents réclament, une nouvelle fois, l'accélération des travaux du programme des 730 logements implantés au niveau du village Helouane et leur livraison. Ce programme de logements a débuté en 2012 mais n'est pas encore achevé. Il a pris plus de temps que prévu. Une première tranche de 130 logements de ce programme est achevée et une liste de bénéficiaires avait été établie et affichée en 2014 suite, ce à quoi des recours ont été introduits par certains demandeurs et depuis c'est le black-out total, ce qui a irrité les bénéficiaires qui réclament la livraison de ces logements et surtout la poursuite des travaux sur le site, notamment en ce qui concerne les VRD, le gaz de ville, l'eau potable, l'électricité, etc. Pour rappel, une action de protestation avait été menée il y a quelques mois par les mécontents et des engagements avaient été pris pour hâter la livraison de ce programme mais, depuis, les choses ont stagné, selon les mécontents. A quelques encablures du chef-lieu de wilaya, les RN 09 et 75 ont également été fermées dans la matinée d'hier par des habitants du village Iryahene, commune de Tala Hamza au niveau de l'intersection desservant les communes d'Amizour et Tichy bloquant totalement le trafic routier dans tous les sens. Selon des informations qui nous sont parvenues, les mécontents protestaient contre un bon nombre de points dont le retard accusé

dans la collecte des ordures par les services d'hygiène de la commune de Tala Hamza, la création d'emploi, la voirie, les aubus, un stade communal de football, entre autres. Cette action a généré d'énormes désagréments aux usagers. Mais elle a été suspendue par les mécontents qui devaient rencontrer les autorités locales. Cependant, la réunion avait été annulée et les protestataires sont revenus à la charge et ont à nouveau coupé la route vers la fin de la matinée. La commune continue de réclamer aux autorités de wilaya l'extension du périmètre de sécurité afin de permettre aux opérateurs ayant quitté la commune de revenir, ceci afin d'améliorer les recettes de la commune qui ont été divisées par deux faute de renouvellement des registres du commerce, a-t-on appris.

A Akbou, des dizaines de citoyens ont observé un rassemblement devant le siège de l'APC qu'ils ont bloquée. Les mécontents qui ont déjà observé plusieurs sit-in devant l'EPH demandent au maire d'intervenir afin de trouver une solution aux problèmes de l'EPH. Pour rappel, les mécontents avaient observé pendant quatre samedis des rassemblements demandant le départ du directeur, l'envoi d'une commission d'enquête et l'amélioration de la prise en charge des malades. Selon les protestataires, le P/APW avait promis d'envoyer une commission d'enquête au niveau de l'hôpital d'Akbou afin d'essayer d'aider à améliorer sa situation. L'EPH est confronté à plusieurs carences dont l'électricité, alimentation en eau potable, manque de personnel paramédical et médical, flux de malades, mauvaise prise en charge des malades qui parfois sont orientés vers des privés pour des scanners, échogra-

phie, IRM, etc. «Les autorités n'ont pas tenu leurs promesses et pour notre part pas de marche-arrière», dira un manifestant. Réagissant au blocage de l'APC, le maire d'Akbou, Mouloud Salhi, a rendu publique une déclaration estimant que «le blocage de l'APC pourrait, incontestablement, engendrer un dysfonctionnement de nos services dont aucune partie ne tirerait profit». Et d'ajouter: «J'attire l'attention des citoyens de notre commune quant à l'argument avancé par ces citoyens, arguant que l'APC n'aurait pas agi dans la demande de départ du directeur de l'hôpital et qu'elle n'aurait pas pris les devants, est sans fondement». Et de souligner que «les élus de la commune ont toujours été à l'avant-garde pour revendiquer et plaider pour une gestion rationnelle et meilleure de l'hôpital». Pour M. Salhi, «la seule solution radicale réside dans la construction de nouvelles structures de santé répondant aux vrais besoins grandissants de notre grande commune».

Notons aussi que les transporteurs de voyageurs de la ligne reliant la commune de Chemini à la municipalité de Sidi-Aich sont en grève illimitée depuis hier. Ils réclament le réaménagement du CW 173 qui se trouve dans un état de délabrement total, selon eux. Les mécontents rappellent avoir tenu une réunion de travail le 26 février 2018 avec les autorités concernées qui avaient «pris l'engagement de se pencher sur le sujet, notamment l'aménagement de ce chemin mais rien n'a été fait à ce jour», regrettent les transporteurs dont le nombre est d'environ une quarantaine.

H. C.